



Une famille dans les camps de déplacés de la commune de Delmas, Juillet 2012. © Oxfam

VIV TANKOU MOUN

VIVRE COMME DES ÊTRES HUMAINS

Une enquête dans 16 camps de déplacés dans la commune de Delmas, Haïti

TO LIVE LIKE HUMAN BEING

Survey on 16 camps of displaced people in the commune of Delmas, Haiti

Résumé exécutif des résultats de recherche / Executive summary of research results

Helen Spraos

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Après avoir atteint un sommet de 1.5 million, près de trois ans après le séisme de janvier 2010 qui a dévasté Haïti, le nombre de personnes vivant dans les camps a considérablement diminué à environ 358 000. Malgré la fin officielle de la phase d'urgence, les conditions dans les camps sont déplorable et les gens qui y vivent encore sont, pour la plupart, ceux qui sont le moins en mesure d'affronter les difficultés de la vie quotidienne. Des stratégies efficaces doivent être développées pour les aider à trouver des conditions de vie acceptables.

Cette étude a été commandée par Oxfam-Québec dans le but d'obtenir une meilleure compréhension du problème, particulièrement sur les 16 sites de la commune de Delmas, où l'organisation s'est impliquée en fournissant de l'eau et des installations sanitaires. Ces camps sont relativement petits (environ 100 ménages ou moins) et, à cet égard, ils ressemblent à la plupart des sites qui sont encore ouverts. Ils sont tous construits sur des terrains privés (qui représentent près de 75 pourcent des camps) et la plupart sont presque invisibles, souvent derrière des murs sur des petits lopins de terre, hors des sentiers battus. Avec la fermeture de plusieurs des plus importants sites, la population restante risque d'être négligée, malgré les besoins immenses qui persistent.

Pour l'étude, une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives a été utilisée, notamment un sondage basé sur un échantillon représentatif. Le travail sur le terrain a été réalisé à partir de la fin avril jusqu'à début juin 2012 par une équipe de chercheurs haïtiens appuyée par une consultante internationale possédant une vaste expérience en Haïti.

Plusieurs constats se dégagent : les camps en question ont une population estimée à 3 625 personnes (dont 52 pourcent sont des femmes), avec un nombre anormalement élevé d'enfants de moins de cinq ans et de jeunes adultes, très peu de personnes âgées et un manque de personnes de 5 à 24 ans. Les familles semblent s'être adaptées à la dureté de la vie dans les camps en trouvant des solutions pour certains de leurs membres ayant des besoins particuliers. La plupart des ménages (61 pourcent) a au moins un enfant, avec une moyenne de 2,2 enfants, et près de la moitié de ceux qui ont des enfants sont des familles monoparentales (dont 26 pourcent sont des femmes et 4 pourcent sont des hommes). En concordance avec une population relativement jeune, le taux de grossesse est élevé (8 pourcent). Malgré leur jeune âge, la scolarisation est faible : plus de la moitié (57 pourcent) des chefs de ménage n'ont pas dépassé le niveau primaire.

La grande majorité des adultes dans les camps est au chômage ou travaille dans le secteur informel, qui se caractérise par de faibles revenus et de mauvaises conditions de travail. Pratiquement personne n'occupe un emploi stable dans le secteur formel (seulement 3 pourcent

travaillent dans le secteur privé; aucun n'est employé par l'État). La plupart des femmes sont des petites commerçantes (64 pourcent de celles qui travaillent), tandis qu'une minorité se charge des tâches domestiques. Les hommes travaillent principalement dans la construction, et bien qu'ils soient moins nombreux au chômage que les femmes, ils travaillent généralement seulement quelques jours par mois.

La plupart des camps ont été ouverts immédiatement après le séisme et les trois quarts des personnes déplacées interrogées (74 pourcent) ont vécu sur le même site depuis le début. La grande majorité (82 pourcent) provenait de la zone entourant le camp et s'était réfugiée chez des amis et des voisins. Comme d'autres études l'ont démontré, la plupart (74 pourcent) des personnes étaient locataires, 12 pourcent étaient propriétaires d'une maison et un nombre similaire de personnes vivaient chez des proches au moment du séisme.

Fait important, les participants ont presque tous été durement touchés par le séisme et ont été réduits à une pauvreté encore plus grande. En plus de perdre leurs maisons, beaucoup d'entre eux ont perdu des proches, y compris ceux qui leur apportaient un soutien financier. Tandis que d'autres ont perdu leur emploi, leurs biens ou leurs outils de travail. Quelques-uns sont devenus handicapés physiques, d'autres ont dû abandonner l'école, et un nombre considérable de personnes souffrent encore de graves traumatismes. Par conséquent, il est devenu plus difficile -pour ces personnes de gagner leur vie et plusieurs sont lourdement endettés.

Parmi celles qui sont venues dans les camps peu de temps après le séisme, un tiers vivait dans d'autres camps qui avaient été fermés - un fait qui semble indiquer que la fermeture des camps ne mettra pas nécessairement fin aux déplacements - et une faible proportion (3 pourcent au total) d'entre eux sont venus parce qu'ils ne pouvaient plus se permettre de payer le loyer du logement qu'ils occupaient.

L'étude démontre que les gens voient peu d'avantages à vivre dans un camp, sauf (pour 45 pourcent des personnes interrogées) les avantages de la gratuité de logement et de la grande solidarité entre les personnes avec lesquelles elles vivent. Au contraire, les problèmes liés aux camps sont nombreux et graves. Tant la chaleur du soleil que la pluie rendent la vie dans les tentes presque insupportable. La pluie pénètre les bâches usées, de sorte que beaucoup se plaignent de devoir se tenir debout toute la nuit pour se protéger et protéger leurs maigres possessions contre l'humidité. Les toilettes sont sales et parfois inexistantes, alors que les mauvaises conditions d'hygiène constituent un terreau fertile pour les moustiques et les gros rats qui mordent et détruisent nourriture et vêtements. Les femmes déplorent le manque de vie privée et la difficulté d'élever leurs enfants dans un tel environnement. Dans certains camps, il y a un sentiment aigu d'insécurité, aggravé par le manque de murs environnants, car les tentes n'offrent aucune protection contre les voleurs ou les violeurs potentiels. L'eau coûte cher et doit souvent être rapportée de très loin, à un point tel que les gens ont recours à des moyens dangereux, malgré le choléra qui sévit toujours sur ces sites. Le plus émouvant peut-être, le fait que les gens éprouvent un sentiment de

discrimination, convaincus que les autres les regardent de haut pour la seule raison qu'ils sont contraints de vivre dans un camp.

Les conditions de vie misérables des gens se reflètent dans leur pauvre consommation alimentaire, à la fois sur le plan de la quantité que de la qualité. Près de six personnes sur dix (59 pourcent) disent n'avoir rien mangé ou avoir mangé une seule fois au cours de la journée précédente, et les mères expriment à quel point il leur est pénible de ne pas pouvoir nourrir leurs enfants comme il se doit. Bien que certains jeunes abandonnent l'école au cours de l'année et qu'une proportion inconnue de jeunes adultes semblent avoir eu à mettre fin à leurs études, la majorité des enfants dans les camps (88 pourcent) continuent de fréquenter l'école. Le fait que les parents continuent à payer les frais dans un système essentiellement privé, même en vivant dans des conditions épouvantables démontre clairement l'importance accordée à l'éducation.

Vivre dans les camps est donc une stratégie de survie leur permettant de subsister avec un revenu réduit, car ils n'ont plus à payer le loyer. En même temps, ils sont prêts à accepter un travail qu'ils trouvent désagréable, y compris la prostitution et à accepter d'envoyer leurs enfants vivre ailleurs afin de réduire les dépenses de la famille. En dernier recours, beaucoup sont devenus redevables, soit à des gens qu'ils connaissent ou à des prêteurs. Finalement, ils s'enfoncent encore plus loin dans l'extrême pauvreté lorsqu'ils doivent rembourser ces dettes.

Pour compenser ces stratégies d'adaptation négatives, les gens ont une certaine résilience qui, dans le cas de ceux et celles vivant dans des camps, se caractérise essentiellement par le partage. Les gens partagent la nourriture et parfois de l'argent, ce qui leur permet de survivre jusqu'à ce qu'ils puissent trouver un moyen de gagner un peu d'argent et de redonner à leur tour. Les femmes dépendent aussi des autres pour élever leurs enfants et pour le soutien mutuel au plan émotif dans les moments difficiles.

Malheureusement, il n'a pas été possible de traduire ces liens sociaux solides dans des structures organisationnelles, qui puissent permettre aux populations de surmonter collectivement certains de leurs problèmes. Les comités qui ont vu le jour après le séisme ont joué un rôle en agissant comme intermédiaires entre les communautés des camps et les organismes humanitaires, mais n'ont pas eu l'accompagnement nécessaire pour mobiliser leurs concitoyens d'une façon soutenue. Bien que le pouvoir en place ait généralement une certaine légitimité, il repose en grande partie sur les capacités individuelles plutôt que sur des structures transparentes et démocratiques. La population qui reste dans les camps a tendance à se sentir fort peu concernée par toutes les activités qui sont organisées et n'est pas disposée à contribuer à autre chose qu'à des initiatives ponctuelles en réponse à des besoins particuliers. Les tentatives d'acheter de l'eau collectivement et de garder les toilettes bien entretenues n'ont généralement pas été couronnées de succès.

Entre-temps, les personnes déplacées vivant dans les camps sont confrontées à un certain nombre de menaces graves, comme le risque d'inondation, qui a déjà causé de sérieux dommages à plusieurs sites, particulièrement au mois de juin suivant le séisme. Des sections de deux camps, Raymond et CR7, sont aux bords des ravins et risquent d'être emportées par d'éventuelles fortes pluies. La persistance du choléra est une menace constante et très réelle maintenant que beaucoup d'investissements en matière d'hygiène et d'assainissement dans les camps ont cessé. Enfin, la menace imminente d'une expulsion plane sur la plupart des camps. Dans deux camps, Calossa et CR3, les propriétaires fonciers ont constamment harcelé et menacé les gens vivant sur les sites dans le but de les faire fuir.

Pourtant, il ne fait aucun doute que la plupart des Haïtiens vivant dans les camps y sont parce qu'ils sont pris dans une situation inextricable. 86 % disent qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer un loyer, alors que 7 % affirment qu'ils ne peuvent pas reconstruire ou réparer leurs maisons. S'ils devaient soudainement se déplacer, on ne sait pas s'ils seraient en mesure de se trouver un logement et, selon eux, ils pourraient finir par vivre dans la rue. La solution pour s'en sortir est, dans leur esprit, clairement associée à la possibilité de trouver du travail, ou de gérer une micro entreprise, qui leur assurerait un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins essentiels et pour retrouver un peu leur dignité. 88 pourcent des participants au sondage ont indiqué l'argent comme l'un de leurs deux plus grands besoins, et presque autant (85 pourcent) ont indiqué l'aide au logement. La plupart, toutefois, soutiennent que le programme de soutien au logement offert aux résidents des autres camps (c'est-à-dire le projet de réinstallation 16/6, une initiative du gouvernement) ne fera que reporter le problème pendant un temps sans résoudre la question fondamentale qui est de savoir comment ils peuvent gagner leur vie et subvenir aux besoins élémentaires de leurs familles. Le logement n'est qu'un seul de leurs besoins.

Il est important de trouver des façons de développer les capacités actuelles des populations afin que ces dernières puissent devenir autonomes et qu'elles n'aient plus besoin d'aide. Certains auraient besoin d'une subvention leur permettant de poursuivre la profession qu'ils exerçaient avant le séisme (ex : cordonnier, couturier ou menuisier), d'autres auraient besoin d'aide pour terminer une partie de la maison qu'ils sont en train de reconstruire. Dans tous les cas, il est indispensable d'essayer de protéger leur atout majeur en ce moment : les réseaux sociaux. Pour ce faire, il sera important de veiller à ce que les gens restent à proximité de ceux avec qui ils ont vécu au cours des dernières années. Deux tiers d'entre eux (66 %) affirment vouloir rester dans le même quartier ou ailleurs à Delmas et la plupart ne veulent pas être obligés de se déplacer vers les régions qu'ils ne connaissent pas.

Dans la recherche de solutions, les organisations humanitaires comme Oxfam-Québec ne peuvent agir seules. Elles doivent collaborer avec l'État et les organismes municipaux, les propriétaires fonciers et les personnes concernées. Il est clair que tous les camps doivent être fermés, mais pour ce faire il faut bien réfléchir aux solutions à mettre en

place. Des plans clairs et transparents doivent être élaborés, avec un échéancier réaliste pour leur mise en œuvre, de manière à obtenir un résultat approprié et satisfaisant pour toutes les parties. Entre-temps, un certain nombre de besoins humanitaires urgents doivent être comblés (notamment remplacer les bâches, trouver des façons d'assurer l'eau et l'assainissement, mettre en œuvre des services de santé mentale) jusqu'à ce que des solutions à long terme soient mises en place.

Helen Spraos est une consultante indépendante. Ce rapport de recherche a été écrit pour informer les actions humanitaires d'Oxfam-Québec en Haïti, principalement en ce qui a trait à la problématique des personnes vivant dans les camps de déplacés depuis janvier 2010. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam.

EXECUTIVE SUMMARY

From a peak of 1.5 million, the number of displaced people remaining in the camps that came into being after Haiti's devastating earthquake of January 2010 have dropped significantly to around 358,000 nearly three years after the disaster. Despite the official end to the emergency phase, conditions in the camps are deplorable and the people who remain by and large, those who are the least able to get back on their feet. Effective strategies need to be developed in order to help them return to more acceptable living conditions.

This study was commissioned by Oxfam-Québec in order to gain a better understanding of the problem, particularly in the 16 sites in the commune of Delmas where the organization has provided water and sanitation services. These camps are relatively small (about 100 households or less per camp) and in this sense resemble the majority of the sites that are still open. All are built on private land (which account for nearly 75 percent of the total) and most are almost invisible, often behind walls in small plots, well off the beaten track. With the closure of several of the most prominent sites, there is a danger that the remaining population will be overlooked, despite the persistence of serious needs.

This study used a combination of qualitative and quantitative methods, including a survey based on a representative sample of camp residents. Field work was carried out from late April to early June 2012 by a team of mainly Haitian researchers backed by an international consultant with extensive experience in Haiti. It found that the camps in question have an estimated population of 3,625, among them a disproportionately high number of under-5s and young adults, with very few elderly people and a deficit of those aged 5-24. It would appear that families have adjusted to the harshness of camp life by finding alternatives for some of their members with specific needs. Most households (61 percent) have at least one child, with an average of 2.2, and nearly half of those with children are headed by single parents. In line with the relatively young population, there is a high pregnancy rate (8 percent), but despite their youth, educational attainment is low: more than half (57 percent) of the heads of household have not gone past primary school.

The vast majority of the adult population in the camps included in the study is either unemployed or works in the informal sector, which is characterized by low incomes and poor conditions. There is an almost complete absence of anyone with a stable job in the formal sector (only 3 percent work in the private sector; none are employed by the state). Most of the women are street traders (64 percent of those with work), while a minority do domestic labor. The men work primarily in construction, and although fewer are unemployed than women, they generally only work a few days each month.

Most of the camps opened immediately after the earthquake and nearly

three quarters of the displaced people surveyed (74 percent) have lived on the same site since then. The vast majority (82 percent) came from the area surrounding the camp and sought security in staying with friends and neighbours. As other studies have shown, most (74 percent) of the people had rented their homes prior to the temblor, while 12 percent owned their homes and a similar proportion were staying with relatives at the time of the quake.

Importantly, the participants have almost all been severely affected by the earthquake and have been pushed into more severe poverty than before. As well as losing their homes, many lost close relatives, including those who used to offer them financial support, while others lost their jobs, their goods or the tools of their trade. A few have become physically handicapped, whilst others have had to drop out of school and a considerable number still bear the scars of serious trauma. As a result, it has become more difficult for them to earn a living and many have fallen into debt.

Of those who came to the camp some time after the earthquake, one third lived in other camps that were subsequently closed down - which would seem to indicate that closure of camps will not necessarily end displacement – and a small proportion (3 percent of the total) came because they could no longer afford to pay rent for a house.

The study shows that people see few advantages to living in the camp except that (for 45 percent of those surveyed) they can do so for free and because they find a level of solidarity from the people they live with. Instead, there are numerous and severe problems associated with the camps. Both the sun's heat and the rain make life under the tents almost unbearable. The rain penetrates worn out tarpaulins, so many residents complain of having to stand through the night to protect themselves and their meager possessions from the damp. The toilets are dirty and sometimes non-existent, while the unsanitary conditions are a breeding ground for mosquitoes as well as large rats that bite, consume food and destroy clothing. Women complain about the lack of any privacy and the difficulties they face bringing up children in such an environment. In certain camps there is an acute sense of insecurity, particularly when there are no surrounding walls, since the tents offer no protection from thieves or potential rapists. Water is expensive and must often be fetched from a distance so that people resort to unsafe alternatives, despite the fact that cholera has never gone away from these sites. Perhaps most poignantly, people feel a sense of discrimination, believing that others look down on them for no other reason than that they are forced to live in a camp.

People's worsened circumstances are reflected in their poor food intake, both in terms of quantity and quality. Close to six out of 10 (59 percent) say they had eaten only once or not at all the previous day, and mothers express how painful it is for them not to be able to feed their children as they should. However, despite such difficulties, the majority of the school-aged children in the camps (88 percent) remain in class, although some nonetheless drop out during the course of the year and an unknown proportion of young adults appear to have had to put an end to their

education. It is a strong indication of the importance accorded to education that parents continue to make an effort to pay school fees in what is a predominantly private system, despite living in such abysmal conditions.

Life in the camps is thus a survival strategy for people, enabling them to subsist on reduced incomes because they no longer have to pay rent. At the same time, they are willing to accept work they find distasteful, including sex work, and agree to send their children to live elsewhere in order to reduce costs to the household. As a last resort, many have become indebted, either to people they know or to money lenders, ultimately pushing them further into extreme poverty when they must repay their debts.

To offset these negative coping strategies, the camp residents have a level of resilience, which in the case of the people living in camps, is essentially manifested through sharing. People share food and sometimes money, enabling them to survive until the time when they themselves find a way to make a small sum and repay the favour. Women also rely on each other to help with childcare responsibilities and support each other emotionally through difficult times.

Unfortunately, it has not been possible to translate these strong social ties into organizational structures that can enable people to overcome some of their problems collectively. The committees that sprung up after the earthquake played a role in acting as intermediaries between the camp communities and humanitarian bodies but they have not had sufficient support to help them mobilize their fellow residents in a sustained way. Although the leadership generally has a level of legitimacy, it is largely based on individual capacities rather than transparent and democratic structures. The rest of the camp population tends to feel little ownership of any activities that are organized and are unwilling to contribute to anything other than one-off initiatives in response to specific needs. Attempts to buy water collectively and keep toilets properly maintained have generally not been successful.

In the meantime, the displaced people living in the camps face a number of serious threats. One comes from the risk of flooding, which has already caused serious damage to several of the sites, particularly in June 2010. Sections of two camps, Raymond and CR7, are on the immediate edge of ravines and are at risk of being washed away in the event of heavy rainfall. The persistence of cholera is a constant and very real threat now that much of the investment in sanitation and hygiene in the camps has been halted. Finally, the imminent threat of eviction hangs over most of the camps. In two, Calossa and CR3, the landowners have persistently harassed and threatened residents in an attempt to get them to move.

Yet there is little doubt that, with a few exceptions, most people living in the camps do so because they are trapped in a situation from which they are unable to extricate themselves. Eighty-six percent say they cannot afford to pay rent, while a further 7 percent claim they cannot rebuild or repair their homes. If they had to move suddenly, it is far from clear

whether they would be able to find housing and, they suggest that they might end up living on the streets. The key to being able to leave is, in their mind, clearly associated with the opportunity to find work or manage a micro enterprise that would provide them with a sufficient income to meet their basic needs as well as restore some of their dignity. Eighty eight percent of survey participants cited economic factors as one of their two greatest needs, while almost as many (85 percent) identified support for housing as the other. Most, however, argue that the programme of rental support offered to residents of other camps (namely the government's 16/6 initiative) will only postpone the problem for a short while without resolving the underlying issue of how to make a living and provide for their family's basic needs, of which housing is just one.

It is important to find ways of supporting people's existing capacities so that they can become self-sufficient and do not require further assistance. For some this would require a grant enabling them to resume the profession they had before the earthquake (such as the shoemaker, the dressmaker or the carpenter), for others it would require assistance to complete a part of the house they are rebuilding. In all cases, it is essential to try to protect their key asset at the moment: social networks. To do this, it will be important to ensure that people stay in proximity with those they have lived within the past few years. Two thirds (66 percent) say they wish to stay in the same neighbourhood or elsewhere in Delmas and most do not want to be forced to move to areas they do not know.

In searching for how best to provide solutions, humanitarian organisations such as Oxfam -Québec cannot act alone. They must work together with the state and municipal authorities, the landowners and the people concerned. It is clear that all the camps must be closed, but to do so requires properly thought-out alternatives to be put in place. Clear and transparent plans need to be developed, together with a realistic timetable for their implementation, so as to achieve an appropriate outcome that satisfies all parties. In the meantime, a number of pressing humanitarian needs must be met (particularly replacement of tarpaulins, finding ways to ensure adequate water and sanitation, and provision of mental health services) until such time as longer term solutions are put in place.

Helen Spraos is an independent consultant. This research report was written to inform Oxfam-Québec humanitarian programs in Haiti, mainly on the issue of displaced people living in camps since January 2010. The views expressed in this report are those of the author and do not necessarily reflect the positions of Oxfam.

© Oxfam International Décembre 2012

Oxfam-Québec est membre d'Oxfam International.

Ce rapport a été rédigé par Helen Spraos, consultante indépendante, avec la collaboration d'Yveline Antenor, Frantz Blaize, Tania Jena Pierre, Marie-Carmelle Lamur, Myriam Lesperance, Joël Normil, Estve Ustache. Oxfam-Québec remercie Isabelle Fortin et Marc-Daleme Acceus pour leur aide à sa réalisation.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Pour toute information complémentaire, veuillez contacter Isabelle Fortin (fortini@oxfam.qc.ca)

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

www.oxfam.org

